

## Thème 6 : L'État doit-il intervenir sur les marchés ?

(Durée indicative : 17% du temps)

*Dans l'histoire de nos sociétés, l'intervention économique de l'État a été plus ou moins prégnante. Elle trouve sa légitimité dans les défaillances et imperfections du marché qui soit ne peut offrir le bien, soit le produit de manière non efficiente. La question se pose cependant de déterminer le niveau et les modalités d'intervention qui vont de la simple régulation à l'intervention directe.*

Questions clés pour entrer dans la problématique :

Qu'est-ce que l'État ?

De quoi s'occupe l'État (dans le domaine économique) ?

Quels sont les biens et services pris en charge par l'État ?

### 6.1. La légitimité d'une intervention de l'État

- Les fonctions régaliennes.
- Les défaillances du marché.
- Les imperfections du marché.

Partant du postulat que l'action publique est légitime, c'est-à-dire qu'elle est fondée théoriquement et juridiquement, on peut, à partir d'exemples simples, introduire le rôle de l'État dans l'économie : garant des droits de propriété, des contrats, du travail. La réglementation permet de protéger les agents économiques. On peut faire le lien avec l'approche du droit considéré comme le facteur d'organisation et de pacification de la société.

Les fonctions régaliennes s'inscrivent dans la logique d'un État de droit à intervention minimale, qui laisse la liberté aux agents de réaliser leurs choix. La sécurité extérieure, la sécurité intérieure, la justice, la garantie monétaire sont les composantes de la souveraineté publique : elles assurent que l'État donne à tous les individus un cadre favorable aux échanges.

Dans une économie de marché, l'intervention publique dans le domaine économique se fait par référence au marché. Si ce dernier fonctionnait correctement et efficacement, l'État n'aurait pas justification à agir.

Pourtant, il existe des sources de défaillances du marché dans l'économie.

Il est important que les élèves comprennent la notion d'effets externes en montrant que la production de certains biens ou services engendre des effets négatifs sur d'autres agents qui ne sont pas pris en compte dans les coûts et donc dans l'échange et le prix. Aucun mécanisme économique ne vient donc limiter la production de ces effets. L'exemple typique d'effets externes négatifs est la pollution mais d'autres exemples doivent être mobilisés. À l'inverse, la production de biens ou services peut procurer des effets positifs sur les agents : la production de la connaissance (système éducatif) en fournit une illustration sur une notion qui a été vue dans le thème 2 (capital humain). Le marché s'avère incapable de réguler ces types de production et justifie l'intervention de l'État par la mise en place d'une réglementation, de mécanismes de taxation ou de subventions

afin de les réduire ou les encourager. La création d'un marché de droits à polluer peut être évoquée.

D'autres biens ou services ont des caractéristiques qui rendent impossible leur fourniture par le marché. Certains biens peuvent être consommés simultanément par plusieurs individus, sans que leur consommation soit réduite et sans que l'on puisse les en empêcher. On parle de biens collectifs. Le marché étant incapable d'individualiser la consommation du bien, il ne peut exiger un prix et donc seul l'État peut en assurer efficacement la production en la finançant par l'impôt, les exemples sont nombreux : routes, éclairage public... Les biens collectifs comportent souvent une part de logique marchande qu'il faut souligner, notamment par l'instauration d'un péage.

Enfin, les imperfections du marché sont à rattacher aux éléments qui perturbent le fonctionnement concurrentiel du marché qui ont été abordés lors de l'étude du thème précédent. En rappelant que les entreprises cherchent à réduire l'intensité concurrentielle afin de dominer le marché, on peut attirer l'attention des élèves sur la légitimité de l'intervention de l'État à réglementer la concurrence afin d'avoir un marché plus efficace. La téléphonie mobile, la grande distribution, les logiciels sont autant de domaines d'activités permettant d'illustrer ces propos. Cela fournit une première entrée vers la politique de concurrence. Il s'agit, ici, simplement d'évoquer ces situations, leur développement étant justifié dans le sous-thème suivant.

## **6.2. L'État acteur sur le marché des biens et services**

- La politique de la concurrence.
- Les autorités administratives indépendantes.
- Les services publics.

L'action publique dans le domaine de l'économie a des traductions concrètes dont le programme fournit trois grands exemples.

La référence au fonctionnement du marché est le fondement de la politique de la concurrence dont on soulignera la dimension juridique qui sera approfondie dans l'enseignement de droit de terminale. Elle concerne plus particulièrement la réglementation concernant les ententes, les abus de position dominante et les concentrations.

Sans en faire une analyse exhaustive, cette partie devra s'appuyer sur des exemples significatifs, comme les ententes dans le domaine de la chimie, l'entretien des ascenseurs, ou les tarifs des SMS...

Les procès Microsoft permettent de montrer la distinction entre la position dominante qui n'est pas illégitime et son abus par des pratiques visant à réduire la concurrence. A contrario, les relations entre Microsoft et Google, qui s'opposent sur la position dominante en matière de moteur de recherche, permettent de montrer l'évolution de la notion de domination du marché.

Pour les concentrations, il faut également souligner que les fusions d'entreprises ne sont pas condamnables en soi mais qu'elles ne doivent pas aboutir à réduire la concurrence. Les concessions exigées dans les fusions entre les distributeurs d'essence (Total-Elf) ou les distributeurs (Carrefour-Promodès) permettent d'illustrer ce point. Les refus de fusion peuvent également servir d'exemples : Boeing-McDonnell Douglas dans la construction aéronautique, Schneider-Legrand dans l'électricité.

La question des aides d'État pouvant fausser la concurrence n'est pas au programme.

La régulation de la concurrence peut également passer par le biais d'Autorités administratives indépendantes qui ont autorité dans des secteurs spécifiques. On peut se référer aux dossiers publiés sur leurs sites Internet officiels :

Exemple pour l'ARCEP : la qualité de service des réseaux mobiles ;

Exemple pour l'AMF : la protection des épargnants ;

Exemple pour la CNIL : les courriers électroniques commerciaux non sollicités (*spam*) ;

Exemple pour la CRE : la nouvelle organisation du marché de l'électricité ;

Exemple pour le CSA : le sport et la télévision ;

Exemple pour l'Autorité de la concurrence : le commerce électronique.

On peut également insister sur les sanctions prononcées par ces autorités, pour illustrer le caractère d'ordre public de leurs interventions. Il n'est pas demandé une étude exhaustive mais de se limiter à l'une d'entre elles, significative pour les élèves.

L'intervention directe de l'État se réalise par le biais des services publics ou des entreprises publiques, les services publics étant des activités d'intérêt général prises en charge directement par la puissance publique ou par une personne privée sous le contrôle d'une personne publique. Ces activités permettent d'évoquer les entreprises publiques, c'est-à-dire les sociétés dont l'État détient plus de 50% du capital, qui ont une activité de service public.

L'exemple de La Poste pourra être évoqué pour mettre en relation mission de service public et ouverture à la concurrence. Il ne s'agit pas dans ce sous-thème d'évoquer les nationalisations ou la politique industrielle.

Plusieurs thèmes peuvent faire l'objet de débats en particulier autour de la contradiction qui peut exister entre services publics et ouverture à la concurrence.

#### **Quelques sites Internet :**

Pour les dépenses de l'État :

<http://www.insee.fr>

Pour la politique de concurrence :

<http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/approfondissements/politique-concurrence.html>

Rapport du Conseil d'Analyse Economique sur les politiques de concurrence :

<http://www.cae.gouv.fr/spip.php?article76>

Pour l'État actionnaire : l'Agence des participations de l'État :

<http://www.ape.bercy.gouv.fr/>

Sites des AAI :

<http://www.arcep.fr/>

<http://www.amf-france.org/>

<http://www.cnil.fr/>

<http://www.csa.fr/>

<http://www.cre.fr/>

<http://www.autoritedelaconcurrence.fr/user/index.php>